

*Entretien avec Kabiné Komara**

CONFESSIONS D'UN HYDRODIPLOMATE

*Cet entretien a été conduit
par Sabine Renault-Sablionière***

Sabine Renault-Sablionière — *Peut-on résumer votre pensée en disant que, à l'échelle de la planète, il y a une abondance d'eau mais des pénuries locales croissantes ?*

Kabiné Komara — En apparence, les ressources en eau sont suffisantes pour satisfaire tous les besoins mais, à y regarder de plus près, il existe une forte disparité entre la masse d'eau globalement disponible et le volume réellement comestible. Notre planète est couverte à près de 70 % par de l'eau pour un volume estimé à 1 400 millions de milliards de m³ dont seuls 2,8 % sont propres à la consommation humaine, le reste étant de l'eau salée. Ces 2,8 % comprennent les glaciers, la neige et l'eau proprement dite (cours d'eau, réserves naturelles, artificielles et nappes souterraines) qui ne représente qu'un quart de l'eau douce, soit 0,7 % du total. La moitié de cette quantité est constituée d'eaux souterraines.

* Ancien premier ministre de Guinée. Ancien Haut-Commissaire de l'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal (OMVS). Kabiné Komara est aujourd'hui consultant international en matière de stratégies de financement et d'hydrodiplomatie. Il siège aux conseils d'administration de plusieurs fondations internationales telles que le Global Fairness Initiative (GFI), la Fondation Brazzaville pour la paix et la conservation de la nature, l'International Action Council et l'Initiative pour l'avenir des grands fleuves (IAGR). Auteur, entre autres publications, de : *L'eau, enjeu vital des relations internationales*, Cherche-Midi, 2018.

** Diplômée de l'Institut national des langues et civilisations orientales et titulaire d'un Diplôme d'études approfondies en Histoire contemporaine de l'Institut d'études politiques de Paris, Sabine Renault-Sablionière a été auditeur, en 2006, à l'Institut des hautes études de défense nationale. Elle a créé, en 1995, ActuPresseCom, un cabinet de conseil en communication. Auteur, entre autres publications, de : *Mémoires imaginaires d'Adrienne de La Fayette*, L'inventaire, 2007 ; *Ces maires autoritaires* (en collaboration), L'inventaire, 2014.

S. R.-S. — *Le problème n'est donc pas tant la quantité, mais l'inégale répartition de cette ressource...*

K. K. — Effectivement, il se trouve que ce volume d'eau est très inégalement réparti sur la planète. Certains pays en sont très largement dotés. Ces « puissances de l'eau » — la Russie, les États-Unis, la Chine, le Pérou, l'Inde, le Brésil, l'Indonésie, la Colombie et le Canada — cumulent jusqu'à 60 % des réserves d'eau douce présentes à la surface de la terre.

D'autres sont insuffisamment ou pas du tout pourvus. Les régions les plus défavorisées sont la péninsule Arabique, le Proche-Orient, l'Afrique du Nord, le Sahel et la zone désertique d'Afrique australe.

On observe des périodes de carences même là où les ressources sont habituellement abondantes. La mégalopole brésilienne, Sao Paulo, par exemple, a connu en 2015 une pénurie d'eau sans précédent qui faisait suite à la plus grande sécheresse enregistrée depuis 80 ans. Plus récemment, le nord de l'Inde, pourtant irrigué par les eaux de l'Himalaya, a connu un été 2018 très aride après de faibles pluies hivernales. Certains bassins d'eau connaissent des baisses significatives de leurs réserves — à l'instar du Gange, déjà fortement pollué (16,5 %). Dans mon pays la Guinée, la région du Foutah Djallon, considérée comme le château d'eau de l'Afrique de l'Ouest, a enduré cette année une sécheresse terrible qui a partiellement décimé le bétail et tari de nombreux cours d'eau.

S. R.-S. — *Quelles sont les régions du monde où la situation est la plus préoccupante ?*

K. K. — On distingue trois niveaux de dépendance par rapport aux ressources en eau. Le premier niveau est celui de pénurie hydrique, c'est-à-dire lorsque les ressources sont inférieures à 1 000 m³ par habitant et par an. Le deuxième est celui de stress hydrique qui est caractérisé par des ressources comprises entre 1 000 et 1 500 m³ par habitant et par an. Le dernier est celui de la vulnérabilité hydrique, quand le niveau de la ressource est compris entre 1 500 et 2 500 m³ par habitant et par an.

D'après les Nations unies, les pays arabes font face à une pénurie. L'Égypte et la Libye se trouvent dans une situation extrême, avec moins de 500 m³ d'eau par an. D'une manière générale, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord sont parmi les zones les plus touchées. Ces deux blocs, qui totalisent 4,3 % de la population mondiale, ont à disposition moins de 1 % des ressources en eau douce renouvelable de la planète.

Cette rareté se trouve aggravée par les sécheresses, les pollutions et l'augmentation des besoins liés à la croissance urbaine. De plus, dans cette région, les facteurs sociaux et politiques viennent exacerber les problèmes d'accès à l'eau. Les différends peuvent prendre des dimensions tragiques entre deux pays, voire à l'intérieur d'un même espace national, entraînant des difficultés d'arbitrage insolubles.

La situation est encore plus poignante au Proche-Orient où les maigres ressources font l'objet d'appropriations très inégales entre Israël, les Territoires autonomes palestiniens, la Jordanie et la Syrie. 17 pays — dont le Koweït, les Émirats arabes unis, le Bahreïn, Malte, la Libye, Singapour, la Jordanie, Israël et Chypre — prélèvent chaque année plus d'eau que le cycle naturel leur en fournit. Pour soutenir leur mode de vie, ils ont besoin de 100 à 230 litres par habitant et par jour alors que l'Afrique subsaharienne se contente de 10 litres. À comparer avec les 250 litres que consomment quotidiennement les Nord-Américains...

S. R.-S. — *À qui incombe la responsabilité de la mauvaise gestion de l'eau ?*

K. K. — Les principaux problèmes se situent au niveau de la gestion des eaux souterraines, qui représentent 50 % des ressources. Selon une étude récente, 8 des 37 plus grandes réserves aquifères du globe ne reçoivent pas suffisamment d'eau pour se renouveler, tandis que 5 autres affichent des niveaux dramatiquement bas. La surexploitation de ces aquifères est encore plus marquée dans la péninsule Arabique, dans le bassin indien (entre l'Inde et le Pakistan) et en Afrique du Nord.

Les projections n'ont rien de rassurant : la population mondiale, qui était de 2,5 milliards en 1950, disposait de ressources en eau estimées à 17 000 m³ par personne et par an. En 1995, ce chiffre a chuté à 7 500 m³ par personne et par an et il est estimé à l'horizon 2030 à seulement 5 000 m³ par habitant et par an pour une population qui avoisinera alors les 9 milliards d'individus. Autrement dit, les réserves d'eau baissent partout à un rythme soutenu alors que la population ne fait que croître. Si l'on ajoute à cela l'augmentation du cheptel dans les zones d'élevage et la diminution du débit des cours d'eau causée par la déforestation, l'industrialisation et l'urbanisation galopante, on est saisi d'une immense inquiétude.

S. R.-S. — *Je me permets de vous reposer la question : à qui la faute ?*

K. K. — À toute une série de mauvaises pratiques et de décisions hasardeuses. Si l'Inde est exposée au stress hydrique, c'est à cause du captage non contrôlé des nappes phréatiques et de l'agriculture intensive qui a démarré avec la révolution verte de 1970. En Asie centrale, la culture du coton a eu pour conséquence, en cinquante ans, le dessèchement massif de la mer d'Aral et l'envol de son taux de salinité. Malgré la construction en 2005 du barrage de Kokaral entre la partie nord et sud de la mer d'Aral — ce qui a permis de restaurer partiellement son niveau — les effets restent dévastateurs pour la biodiversité locale.

Aux États-Unis, le cas du Colorado est emblématique : le manque d'anticipation a mis en péril un fleuve jadis impétueux, qui dévalait les montagnes rocheuses jusqu'à l'océan Pacifique au Mexique. Aujourd'hui, l'eau de ce fleuve est exploitée de manière égoïste sur le territoire des États-Unis, à tel point qu'il n'y a plus d'écoulement en territoire mexicain ; ce qui a détruit tous les écosystèmes dans cette partie autrefois très florissante du bassin.

En Afrique, la surexploitation du lac Tchad, essentiellement liée à l'agriculture, a donné lieu à d'interminables controverses : son assèchement et la recrudescence du terrorisme qui en découle (1) sont dus à une gestion interétatique catastrophique.

Tous ces dégâts ont été causés directement par l'activité humaine pour satisfaire les besoins sans limite de l'agriculture ou de l'industrie.

Mais l'homme porte parfois aussi une responsabilité indirecte : les effets combinés de l'industrialisation et de la déforestation constituent les causes principales du réchauffement climatique, lequel a un impact majeur sur les ressources en eau.

S. R.-S. — *Vous l'avez rappelé, l'eau est prélevée principalement pour trois usages : l'agriculture, l'industrie et la consommation directe. Compte tenu du développement anarchique des villes, comment équilibrer ces usages et satisfaire durablement tous les besoins ?*

K. K. — Votre présentation est exacte, mais il est important de préciser que l'agriculture se taille la part du lion avec 70 % des usages, suivie par l'industrie (20 %). Lorsqu'on parle d'agriculture, c'est évidemment l'irrigation qui est visée : depuis des temps immémoriaux ce système a été utilisée par l'homme pour soutenir sa production alimentaire. Mais il s'accompagne d'énormes gaspillages dus à l'évaporation et aux fuites dans les canalisations.

Les cultures d'irrigation représentent près de 40 % de la production mondiale et les États continuent à développer des terres irriguées : leur surface a augmenté de 117 % entre 1960 et 2009 et les prélèvements d'eau pour l'agriculture sont passés de 60 à 70 % de la consommation globale. Ce besoin s'est accru depuis l'avènement des grands complexes agro-industriels et, d'après les prévisions de l'ONU, il devrait être multiplié par quatre d'ici à 2030. Les chiffres sont éloquentes : pour produire un tee-shirt en coton il faut 4 100 litres d'eau ; une paire de chaussure, 1 800 litres ; 1 kg de café torréfié, 1 600 litres ; 1 kg de fromage, 5 000 litres ; 1 kg de bœuf, 15 500 litres...

Si l'on ajoute à ces deux secteurs les besoins induits par l'urbanisation, les projections donnent le tournis. Les agglomérations s'étendent considérablement avec des modes de vie très voraces en eau. En 1950, 70 % du monde était rural ; il sera urbain à 70 % en 2050.

S. R.-S. — *Faut-il revoir les pratiques de consommation et d'usage ?*

K. K. — C'est une nécessité absolue. Les pays qui doivent donner l'exemple sont ceux qui consomment le plus : la Chine, l'Inde, les États-Unis, le Pakistan et la Russie. Des initiatives ambitieuses en termes de maîtrise de l'eau ont été lancées à l'échelon national ou sous l'égide de la FAO. Elles combinent un volet agricole visant à mettre au point de nouvelles variétés moins gourmandes, et un volet technique permettant d'améliorer les systèmes d'irrigation, de conservation et de réutilisation. L'idée est de cultiver les espèces végétales en fonction des conditions climatiques et de limiter l'arrosage au strict nécessaire.

Parmi ces expériences pilotes, je citerai celle de la ville de Lingang, en Chine, qui met en avant le concept de « ville-éponge ». À terme, 70 % de l'eau de pluie sera récupérée et réutilisée au moyen de différentes techniques : drainage, stockage, perméation (2) et purification. La Thaïlande a également mis en place des UFTI (« underground taming of floods irrigation ») dans le bassin de Chao Phraya afin de réduire l'ampleur des inondations et d'accroître le cubage des eaux souterraines.

De son côté, l'industrie met l'accent sur le réemploi et le recyclage ainsi que sur des technologies plus sobres en eau et moins polluantes. En milieu urbain, les entreprises de distribution d'eau sont à pied d'œuvre pour lutter contre les gaspillages et encourager la maîtrise de la consommation en appliquant aux plus gros consommateurs des tarifs dissuasifs. Certaines villes vont

jusqu'à imposer des restrictions : ainsi, Le Cap a lancé une vaste campagne de communication pour inciter les habitants à ne pas consommer plus de 50 litres par jour.

S. R.-S. — *Aujourd'hui, près de la moitié de l'humanité n'a pas un accès satisfaisant à l'eau potable. Comment remédier à cette situation ?*

K. K. — Selon un rapport de l'OMS/Unicef de juillet 2017, la proportion de la population mondiale qui n'a pas accès aux services d'alimentation domestique en eau potable est de 30 %, soit 2,1 milliards d'habitants. Ce ratio tombe à 11 % si l'on considère l'accès à un service élémentaire d'eau potable (un point d'eau situé dans un rayon de 30 minutes de trajet aller-retour), contre 23 % en 1990. La tendance est donc à l'amélioration.

Contrairement aux idées reçues, ce ne sont pas les campagnes qui sont les plus touchées, mais les zones urbaines et péri-urbaines des pays en développement. Le problème est d'autant plus préoccupant que, chaque jour, 180 000 personnes viennent grossir la population de ces villes (3) et, pour la plupart, s'entasser dans des bidonvilles en périphérie. Cette croissance rapide et non planifiée se heurte à l'insuffisance des services de base en matière d'eau et d'assainissement. En Afrique, où la population urbaine augmente de 3,9 % par an, la demande en eau sera multipliée par quatre au cours des 25 prochaines années.

Pour résoudre ce casse-tête, la Banque mondiale propose une nouvelle approche de gestion intégrée des ressources en eau en milieu urbain (GIRE). Certaines villes ont commencé à s'engager dans cette voie. C'est le cas de Windhoek, la capitale de la Namibie — un pays où les ressources en eau sont extrêmement rares. Les autorités de la ville ont mis en place un système qui recycle et traite les eaux usées de sorte qu'aujourd'hui 26 % de l'eau distribuée provient de ce recyclage.

S. R.-S. — *Quels sont les objectifs de la communauté internationale ? Des GIRE aux ODD (Objectifs du développement durable), en passant par les OMD (Objectifs du millénaire pour le développement), pouvez-vous nous rappeler les progrès accomplis ?*

K. K. — Les États et les régions partageant des ressources communes sont parvenus à la conclusion qu'un usage vertueux de l'eau exigeait la prise en compte de tous les besoins, qu'ils soient agricoles, industriels ou domestiques. Le système GIRE a permis, là où il a été adopté, de résoudre de nombreux conflits et surtout

de travailler en commun sur des objectifs globaux. Mais il a vite atteint ses limites.

La communauté internationale, consciente du rôle central de l'eau dans la lutte contre la pauvreté, a alors lancé un nouveau cadre d'action. Deux plans se sont succédé : les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD), qui couvrent la période 2000-2015 et les Objectifs de développement durable (ODD) pour la période 2015-2030.

Les OMD constituent l'une des premières politiques de grande envergure du XXI^e siècle. L'un de ces objectifs (qui sont au nombre de 8) engage à « réduire de moitié en 2015 le pourcentage de la population qui n'a pas accès de façon durable à un approvisionnement en eau potable ni à des services d'assainissement de base ». Quant aux ODD, qui peuvent être considérés comme un prolongement des OMD, ils se déclinent en 17 objectifs dont le 6^e pose le principe de « l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement » et celui de la « gestion durable des ressources en eau ».

En termes de résultats, le bilan des OMD est assez contrasté : certains pays ont atteint la cible bien avant l'échéance tandis que d'autres sont restés en deçà. Au cours de ces années, néanmoins, plus de 320 millions de personnes vivant dans des taudis ont pu avoir accès à l'eau et à un certain niveau d'assainissement.

En 2015, les ODD ont pris le relais. À l'époque, 40 % de la population mondiale était affectée par la pénurie d'eau et 1 000 enfants mouraient chaque jour de maladies liées à la mauvaise qualité de l'eau.

Mais les efforts qui restent à accomplir d'ici à 2030 sont immenses et les besoins de financement colossaux. Il n'est pas sûr, compte tenu de la diminution de l'aide publique, que les pays en voie de développement soient en mesure d'y faire face.

S. R.-S. — *La mauvaise gestion de l'eau est souvent due à un manque de volonté politique. Quel est, selon vous, l'échelon le plus pertinent pour impulser, au niveau des États, une meilleure prise en compte de la gestion de l'eau et de l'assainissement ?*

K. K. — La responsabilité de la mauvaise gestion de l'eau n'incombe pas uniquement aux politiques. L'eau, par nature, est un bien irremplaçable qui peut être géré à tous les niveaux : de celui de la famille jusqu'à celui de l'État ou du groupe d'États selon l'importance de la ressource.

Selon que la prise de conscience s'effectue à tel ou tel niveau, l'eau peut être économisée, conservée, utilisée à bon escient ou,

au contraire, faire l'objet de multiples dégradations et gaspillages. La plupart du temps, les communautés humaines dépendent d'une ou plusieurs sources d'eau communes, de surface ou souterraine. C'est pourquoi l'approche la plus pertinente est la gestion par bassins versants. Ces bassins peuvent appartenir à un seul pays ou être partagés entre plusieurs pays, autrement dit transfrontaliers.

En revanche, il est préférable que les infrastructures d'assainissement, qui permettent d'offrir à tous les citoyens des conditions de vie décentes, soient conçues et mises en œuvre au niveau des États. Même si, dans certains pays, elles sont du ressort d'intercommunalités qui mutualisent leurs moyens pour mobiliser les investissements nécessaires.

S. R.-S. — *L'assainissement est une question qui a été, jusqu'à récemment, très peu traitée par la communauté internationale. Plus de 80 % des eaux usées sont rejetées dans la nature sans être dépolluées. Quelles solutions proposez-vous ?*

K. K. — Dans les pays du Nord, la plupart des villes se sont équipées de réseaux d'adduction d'eau et de systèmes d'assainissement plus ou moins performants, mais il a fallu attendre 1980 pour qu'un projet de partenariat mondial voie le jour sous l'égide des Nations unies (4). Grâce à ces efforts, des centaines de millions de personnes, parmi les plus pauvres du monde, ont pu bénéficier de services d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement.

Peu à peu, l'idée que tous les peuples devaient avoir accès à une eau potable de qualité a fait son chemin. Des progrès immenses ont été réalisés durant cette décennie, sauf dans les quartiers périphériques des villes tentaculaires du Sud qui sont restés très largement en marge. Globalement, les villes génèrent d'énormes quantités d'eau usées (plus de 80% du total mondial) dont la majeure partie est déversée dans la nature.

La situation est particulièrement alarmante dans les pays en voie de développement où les systèmes d'assainissement sont insuffisants ou embryonnaires, voire totalement inexistants. Des milliards de m³ d'eau souillés par divers agents polluants qui représentent autant de dangers pour la santé humaine et les écosystèmes naturels sont rejetés chaque année. Un pays à haut revenu traitera près de 70 % de ses eaux résiduelles industrielles et municipales contre 38 % pour un pays à revenu intermédiaire et 8 % pour un pays à faible revenu. Il faudrait réaliser des investissements énormes qui, pour la plupart des États concernés, restent hors de portée. La solution passe donc par une coopération internationale volontariste assortie de programmes spécifiques ciblés.

Il faut aussi encourager le progrès technologique et l'innovation afin d'abaisser les coûts du traitement et du recyclage. L'édiction de normes strictes pour les rejets industriels et l'eau de drainage agricole va dans le bon sens et laisse espérer une plus grande maîtrise de la qualité de l'eau et de la préservation des ressources.

Je reviens à l'exemple de Windhoek, en Namibie. Elle fut, il y a trente ans, la première ville au monde à offrir à sa population de l'eau potable issue du traitement des eaux usées. Et, en 2002, elle a mis au point un procédé sophistiqué qui permet de débarrasser ces eaux usées de tous leurs polluants et produit contaminants.

Plus récemment, une start-up béninoise, Green Keeper African a élaboré, à l'intention des compagnies pétrolières, une méthode de dépollution à base de jacinthe d'eau. Ce genre d'initiatives, qui tendent à trouver des solutions originales et bon marché, doivent être encouragées.

S. R.-S. — *Pénuries d'eau, croissance urbaine mal maîtrisée, insuffisance des politiques d'assainissement : faut-il s'attendre à une multiplication des conflits liés à l'eau ?*

K. K. — Ne nous voilons pas la face : de graves menaces planent sur la disponibilité des ressources d'eau, aussi bien en volume qu'en qualité. Les activités humaines, l'explosion démographique et le réchauffement climatique conjuguent leurs effets pour créer une situation hautement inflammable. Face à ce danger, tous les États ne sont pas logés à la même enseigne. Certains possèdent des ressources abondantes, d'autres exploitent des cours d'eau qui prennent leur source à l'étranger. C'est notamment le cas de l'Égypte et de l'Irak, qui dépendent entièrement de ressources extérieures à leur territoire. Leur hantise est que les pays situés en amont prélèvent ou détournent de grosses quantités d'eau, réduisant ainsi les débits dans leur pays. Sans compter les risques de contamination et de pollution qui pourraient rendre l'eau durablement impropre à la consommation, surtout dans les bassins transfrontaliers. Sachant qu'il existe près de 263 bassins fluviaux dans le monde et que tous ne sont pas couverts par des accords entre les pays qui se les partagent, on mesure l'ampleur du problème.

S. R.-S. — *Pourrait-on assister à de véritables guerres de l'eau ?*

K. K. — Plusieurs prévisionnistes ne l'excluent pas, en tout cas dans certaines régions. L'un des points les plus sensibles est le bassin de la mer Aral, dont j'ai déjà parlé, qui borde l'Afghanistan, le Kazakhstan, le Kirghizstan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et le Turkménistan.

Cette mer, située en zone aride, soumise en permanence à une forte évaporation, est en train de se vider littéralement. Les fleuves qui l'alimentent sont déviés et servent à irriguer de grands espaces dédiés à la culture du coton. Le lac, qui a perdu 90 % de son volume, est voué à disparaître de manière quasi irréversible.

Toujours en Asie centrale, le lac d'Ourmia entre l'Iran et l'Azerbaïdjan est un autre abcès de fixation. Pour arroser des zones agricoles, l'Iran n'a pas hésité à construire des barrages et à détourner les cours d'eau qui s'y déversent. Autrefois considéré comme le sixième plus grand lac salé du monde, il rétrécit comme peau de chagrin, laissant à découvert des centaines d'hectares de sel et de sable qui dégradent fortement le sol de la région.

Cette situation rappelle celle du Tigre et de l'Euphrate, deux fleuves stratégiques au cœur d'un conflit permanent entre la Turquie, la Syrie et l'Irak. Ils prennent leur source en Turquie — laquelle, sans grande concertation avec les pays en aval, a construit seize centrales hydroélectriques et une vingtaine de barrages dont le plus grand, le barrage Atatürk, permet d'irriguer 20,5 millions d'hectares.

En Afrique, c'est le bassin du Nil qui fait l'objet de toutes les attentions. L'Égypte, qui se trouvait dans une position hégémonique suite à une décision de partage des eaux décidée à l'époque coloniale par la Grande-Bretagne, doit désormais composer avec les exigences des pays situés en amont qui comptent, eux aussi, profiter des bienfaits du fleuve.

S. R.-S. — *Vous avez présidé pendant quatre ans l'organe exécutif de l'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal (OMVS) qui regroupe la Guinée, le Mali, le Sénégal et la Mauritanie. En quoi l'OMVS fait-elle figure de modèle pour les autres organismes de bassin transfrontaliers (OBT) ?*

K. K. — L'OMVS présente en certain nombre de garanties institutionnelles qui lui ont permis d'atteindre ses objectifs d'intégration sous-régionale et de développement. Des ouvrages d'une importance stratégique et économique considérable ont pu être réalisés au bénéfice des États membres dans le secteur de l'énergie, de l'irrigation et de la fourniture d'eau potable. La prochaine étape concernera le lancement d'une activité pérenne de navigation sur le fleuve. Ce projet phare est désormais entré dans sa phase de concrétisation : les études sont terminées et les financements sont sécurisés à hauteur de 400 millions de dollars auprès de l'Inde (5) pour réaliser une voie d'eau de 900 km de long qui donnera au Mali un accès à l'océan.

Le projet comprend, entre autres, la construction d'un port fluviomaritime dans l'embouchure du fleuve à Saint-Louis, la mise en place d'instruments de communication et de navigation, l'aménagement de 10 escales portuaires au Sénégal et en Mauritanie, la création d'un chantier naval et, enfin, la construction d'un port terminus à Ambidédi, à 40 km de Kayes en territoire malien. Cette épine dorsale fluviale sera doublée d'un réseau de transport terrestre qui desservira les principaux ouvrages ainsi que d'une route de désenclavement en Guinée.

La force de l'OMVS tient sans doute à son mode de fonctionnement : les États membres sont dans une relation d'égalité parfaite, chacun ayant l'obligation d'informer les autres de toute initiative pouvant avoir un impact sur le cours du fleuve. Ils sont unis par des traditions multiséculaires et ont conscience que l'OMVS améliore leurs conditions de vie et renforce leurs liens. Peu d'OBT peuvent s'enorgueillir de tels atouts.

S. R.-S. — *On vous a souvent qualifié d'« hydrodiplomate »...*

K. K. — Je dirais plutôt que je suis un gestionnaire qui, par la force des choses, s'est penché sur la complexité et les enjeux des eaux transfrontalières pour en tirer les leçons.

(1) Dans la région du lac Tchad, le changement climatique est devenu un facteur d'aggravation des conflits intercommunautaires nés de la gestion des ressources naturelles et de l'accès à ces ressources. Il n'est pas rare que les hommes valides abandonnent leur famille pour chercher du travail dans des zones plus accueillantes. Une fois arrivés à destination, la déception est souvent au rendez-vous. Ils deviennent alors des proies faciles pour Boko Haram qui les recrute pour participer à des razzias.

(2) La définition physique de la perméation est la capacité, pour un liquide, un gaz ou une vapeur, de passer à travers un solide. Ici, il s'agit des eaux de pluie qui traversent le sol pour aller se loger dans les nappes souterraines.

(3) Ce chiffre découle des travaux de l'assemblée générale de l'OMS consacrée à l'évaluation de son programme pour l'habitat qui s'est tenue à New York du 6 au 8 juin 2001.

(4) Les efforts déployés dans les années 1980, notamment au sein de la Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement lancée par l'ONU en 1981, ont permis à des centaines de millions de personnes, parmi les plus pauvres du monde, de bénéficier de services d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement.

Pour plus d'explications, voir : http://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/198356/WHA45_15_fre.pdf?sequence=1&isAllowed=y

(5) L'Inde comme la Chine, en tant que nouvelle puissance émergente, a consacré d'importants fonds au développement de l'Afrique. Ces fonds sont octroyés soit dans le cadre de prêts d'État à État, soit à travers la banque d'import-export, Exim Bank of India. Cette dernière soutient les exportations indiennes ainsi que les entreprises indiennes qui souhaitent réaliser des investissements ou des travaux en Afrique. Le financement du projet de navigation de l'OMVS sera assuré par l'Exim Bank et les travaux réalisés par l'entreprise indienne Afcons.